

## LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE

Ce que nous voulons : Passer *d'un* mode de société qui fait primer la loi de la compétitivité, du profit et de la finance, à une société qui privilégie les relations humaines et le respect du vivant.

### 1. Un constat alarmant : ceci n'est pas une crise !

« *L'absence de futur a déjà commencé* » (Anders)

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires : canicules, méga feux en Sibérie, Amazonie, Portugal, Grèce ou sur le continent africain, fonte accélérée de la calotte glaciaire, pénurie d'eau douce... Or en dépit de la mobilisation des « jeunes » pour le climat, en dépit des appels aux responsables politiques, les émissions de GES continuent d'augmenter à l'échelle de la planète, les ressources halieutiques continuent de diminuer, la biodiversité à se dégrader.

L'effondrement de la civilisation thermo-industrielle est en cours, tout se dérègle en même temps et de façon globale : changement climatique, perte de biodiversité, perturbations globales du cycle de l'azote et du phosphore ; usage des sols ; acidification des océans ; déplétion de la couche d'ozone, usage de l'eau douce, pollution chimique...

C'est pourquoi, les générations présentes et futures sont d'ores et déjà destinées à une vie plus difficile sur une planète appauvrie en ressources, avec des événements plus extrêmes et plus nombreux, et un sol sous la pression de la montée des mers ou de la désertification de régions entières.

Par ailleurs, les inégalités sociales explosent en France, en Europe et dans le monde. Jamais les richesses n'ont été aussi mal réparties, jamais les camps de détention n'ont été aussi nombreux, jamais les murs séparant les peuples n'ont été aussi hauts, jamais les tensions et les points de frictions entre pays pour la maîtrise des ressources n'ont été aussi virulents.

### 2. Sortir de l'impasse : ni attermoiement, ni demi-mesure

Pour répondre à cette situation, nous ne pouvons plus nous contenter de demi-mesures, ni d'une écologie d'accompagnement. Les trois millions d'électeurs qui ont choisi de voter aux européennes pour la liste conduite par Yannick Jadot, nous demandent d'agir vite.

Notre alternative n'est plus de « construire un monde meilleur ou pas » mais « un monde ou pas de monde » (Gunther Anders). Ce tragique de la situation, nous devons l'assumer, tout en étant porteur de pratiques et de solutions nouvelles.

#### **2.1 L'écologie politique que nous défendons (ou que nous voulons): une écologie des territoires et de la diversité**

Les territoires et leur diversité sont les grands oubliés des politiques publiques. Sous la pression du capitalisme mondial, les politiques territoriales se structurent autour d'un seul objectif : celui de l'attractivité et de la compétitivité économique et financière. De sorte que des territoires entiers - villes petites et moyennes, espaces ruraux et ultras marins - sont abandonnés, tandis que les métropoles concentrent les capitaux économiques, culturels et sociaux, et imposent l'uniformisation des modes de vie. Le mouvement des GJ s'explique en partie par ce sentiment de relégation qu'éprouve nos concitoyens.

Nous refusons ce monde de domination, de relégation et de séparation : domination de genre et de classe, domination de pays, exploitation de la nature et de ses ressources, séparation entre les humains et les autres êtres vivants. Notre écologie est une écologie qui valorise le soin, la diversité,

le dialogue, la relation, les interdépendances. Seul-e-s nous ne sommes rien. Les sols, les langues, les cultures différentes, sont ce sur quoi nous bâtissons nos existences.

Par ailleurs, l'écologie politique que nous revendiquons se doit de réinventer **une solidarité internationale active**. Notre écologie se décline à l'échelle de la planète. Elle décentre les discours et les regards, elle pense la Terre et rencontre le monde. Elle prend acte de la futilité des frontières nationales face aux enjeux contemporains et reconnaît notre dette écologique vis à vis des pays dont les ressources continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits.

Enfin, face à la crise de nos institutions démocratiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération est devenue urgent. Alors que le système économique abandonne certains territoires, la démocratie représentative, quant à elle, dépossède les personnes de leur pouvoir d'agir. En construisant des outils locaux qui donnent la possibilité à chacun de s'approprier les espaces et de participer à la décision, **une démocratie permanente et de proximité doit s'inventer**.

## 2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté

Les résultats des européennes de mai 2019 dessinent un nouveau paysage politique national et européen. Notre formation a gagné en visibilité et en crédibilité mais dans un contexte politique marqué par l'affaiblissement des partis de « gauche », leur émiettement et la montée des forces fascisantes.

Cette situation est dangereuse dans la mesure où dans le camp des écologistes et de la gauche critique, aucun processus de rapprochement n'est concrètement engagé. Face à ce constat, **les écologistes ont le devoir de chercher à rassembler** les forces politiques, syndicales, associatives et alternatives, qui se réclament de l'écologie.

Dans ce cadre, il n'y a pas de place pour le « ni-ni », ni de gauche, ni de droite : Écologistes nous sommes les héritier.e.s, les rénovateurs et rénovatrices d'un imaginaire qui s'enracine dans les combats émancipateurs souvent menés par la gauche jamais par la droite, tout en y ajoutant le respect de l'animal et du vivant sous toutes ses formes, la sauvegarde de la biodiversité, la préservation de la nature, le rôle des territoires ou la critique du productivisme et du consumérisme.

C'est pourquoi, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos imaginaires et nos parcours politiques autour d'**un nouveau projet de société écologiste** associant justice sociale et lutte contre le capitalisme, féminisme et altermondialisme, autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs et antispécisme, justice environnementale et antiracisme.

Pour cela nous proposons une feuille de route précise pour les prochains mois.

## 3. Notre feuille de route (volet I) : recomposer et créer un horizon commun

Nous proposons d'agir simultanément sur plusieurs leviers :

- **Fédérer sans exclusive et construire la maison commune** avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. C'est un énorme défi dans la mesure où la forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer. Plusieurs initiatives existent déjà : fédération, assises de l'écologie et des solidarités, Marée populaire, Osons les jours heureux, projet de constituante et autres Big bang au sein de la gauche écologiste...

Nous devons nous appuyer sur ces expériences et cheminer volontairement vers la **création d'un Archipel politique** réunissant les formations comme GE/AEI/RPS/Parti Animaliste/EELV mais aussi Génération.S/LFI/Place Publique/Cap 21/Nouvelle Donne...

Cet archipel politique permettra des regroupements ponctuels, sur projet. Il se développera, en partant d'abord des réalités locales et/ou régionales. Notre organisation fédérale et notre règle de subsidiarité en faveur du local devrait nous aider. De là naîtra une nouvelle culture politique, un sens commun de la transformation écologique et sociale issu de cette diversité.

Les prochaines élections municipales doivent nous permettre d'ancrer cette orientation dans le maximum de communes.

**Un point d'étape sous la forme d'un congrès extraordinaire ou d'une assemblée générale sera organisé à l'automne 2020 pour faire le bilan du processus engagé et déterminer la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement.**

- **Engager, au-delà des discussions entre partis politiques**, une coopération étroite avec l'ensemble des mouvements (Alternatiba, Extinction-Rébellion, jeunes pour le climat), associations environnementales et sociales, syndicats, ONG, collectifs, initiatives citoyennes qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie et de la justice sociale.

#### **4. Notre feuille de route (Volet II) : refonder et renouveler notre fonctionnement interne**

Ces dernières années, un mouvement de fond en faveur du climat et de la biodiversité est engagé. Des millions de personnes, partout en Europe, se mobilisent. Un nombre significatif d'entre elles s'engagent en politique, notamment à EELV. Ils doivent trouver dans notre formation l'outil militant dont ils ont besoin, aussi bien pour se former, échanger, participer que pour agir.

Or, dans le même temps nous sommes nombreux à nous interroger sur le fonctionnement de notre organisation actuelle. La Réinvention qui avait été actée par le congrès de Pantin n'a pas abouti. Les différentes instances du parti (BE, CF, Commissions...) ne fonctionnent pas de manière satisfaisante. De plus notre coopérative n'a pas pu se développer comme elle l'aurait voulu.

Il est temps de rétablir la confiance et de trouver des formes d'organisation marquées par la transparence, le respect des règles, de la représentation de toutes les sensibilités, du temps donné pour une démocratie épanouie ; autant de conditions pour que les adhérent-es – que ce soit au parti ou à la coopérative - puissent prendre place dans le fonctionnement collectif du mouvement, tant pour décider des orientations que pour initier des actions.

##### **4.1 L'accueil des nouvelles et nouveaux adhérent-es :**

Les groupes locaux sont le lieu d'accueil des nouvelles personnes adhérentes et les procédures d'accueil sont maintenant bien rodées dans les Régions. De multiples outils, créés régionalement et/ou nationalement sont disponibles et le savoir-faire acquis permet d'organiser des sessions spécifiques pour les nouveaux adhérent-es. Mais cela ne suffit pas ! L'acculturation des nouvelles et des nouveaux venus aux normes culturelles EELV, comme l'acculturation des adhérent.es actuel.les aux nouveaux venu.es prendra du temps et demandera des efforts. Cela nécessitera de leur laisser de la place, d'accepter leurs différences, de ne pas les rejeter immédiatement s'ils ne « parlent pas comme nous ». Cela implique d'inventer des méthodes d'accompagnement de proximité, des formes de tutorat permettant d'explicitier les codes, les sigles, les analyses de situations vécues.

##### **4.2 La formation :**

Elle existe, de manière ouverte et conviviale pour toutes et tous lors des journées d'été et c'est une vraie réussite dont on peut être fier ! Elle existe pour les élu.es de manière très formalisée via la FEVE et le CEDIS.

Comme pour l'accueil, il nous faut aller plus loin et former progressivement de futur.es élu.es. Pour cela, les formations actuellement ouvertes aux élu.es pourraient accueillir, comme c'est déjà le cas dans quelques territoires, nos futur.es candidat.es.

Par ailleurs, nous devons mettre en place d'autres modèles de formation, combinant action politique et réflexion : des formation-action. Mettons les adhérent.es qui le souhaitent en situation de responsabilité, pas forcément immédiatement dans des fonctions électives mais dans des fonctions

internes et faisons-les réfléchir ensemble avec des personnes-ressources en termes d'analyse de pratique.

D'autre part, les liens avec les chercheurs et les universitaires doivent être renforcés afin de renouveler/actualiser notre pensée politique autour des mutations contemporaines.

Ce doit être un axe majeur et prioritaire du mandat : on ne peut prétendre aux responsabilités que les électrices-teurs sont prêtes à nous confier sans se former pour y être mieux préparées. La formation doit s'organiser au plus près des adhérent-es, tant à l'échelle des groupes locaux ou des « pays », qu'à l'échelle des régions ou nationale pour favoriser les échanges. Outre les journées d'été nationales qui constituent un moment privilégié, des journées d'été ou d'hiver, régionales ou inter régionales, peuvent être généralisées comme le font déjà certaines régions. Les outils comme la FEVE, le CEDIS, ou la Fondation de l'Écologie Politique sont des points d'appui du « pôle ressources » qui doivent être soutenus et leurs rôles développés pour profiter à tous.

Voir également le rôle des outils comme le numérique : formation en ligne, activités militantes en ligne...

Repenser nos outils de communication et d'information à l'aune de la démocratie numérique :

- le site internet doit être plus participatif. Adhérents et sympathisants devraient pouvoir saisir des propositions qui alimenteraient la réflexion du mouvement
- le projet politique « Bien vivre » pourrait être réactualisé en continu, à partir des travaux des commissions et des motions du CF
- le conseil programmatique, qui n'a pas démontré son utilité, sera supprimé

### 3. La démocratie interne :

**4.3.1 Plusieurs principes doivent inspirer nos règles et nos pratiques de démocratie interne :**

. Le respect des différentes sensibilités et leur représentation proportionnelle dans les instances CF et BE

. Le respect des rythmes et du temps donné pour que les processus démocratiques puissent se développer sereinement

. La transparence, le bon accès à l'information et sa bonne circulation pour tous les adhérent-es, la fluidité et la régularité des échanges entre les adhérent-es, le conseil fédéral (par l'intermédiaire notamment des conseiller-es fédérales-aux élu-es en région), le bureau exécutif et les bureaux régionaux.

Autant qu'une retouche des statuts, le respect de ces principes sont la condition pour une démocratie interne apaisée.

**4.3.2 Le rôle et le fonctionnement des différentes instances :**

. le BE (à compléter)

. le CF (idem) : l'organisation de nos débats doit être améliorée (préparation, déroulement des débats, compte rendu aux adhérents).

. les commissions (idem) : beaucoup de commissions sont à l'arrêt et ne jouent plus le rôle qu'elles devraient avoir dans notre mouvement - suivi de l'actualité et propositions, organisation de sessions de formation ou de colloques, notes, actualisation du programme...

Intégrer le tirage au sort dans la désignation des candidatEs.

.

**4.3.3 Les motions.**

Découplons les textes de leur personnalisation par les signataires. Que tous les porteurs de texte, motion de Cf, contributions, motions de congrès commencent par essayer de trouver ensemble le

chemin de l'unité sans sombrer dans le consensus, et qu'il soit fait ensuite un appel à candidat.e.s pour les soutenir et les signer, qu'ils en reste plusieurs en lisse ou un seul.

#### **4.4 L'évolution du mouvement EELV : un parti et une coopérative**

L'espace dévolu à la coopérative est souvent resté vide, ou a été occupé par des mouvements investis et animés par des militant-es issu-es de la gauche et/ou de la mouvance écologiste portant sur le champ politique leurs revendications. La réflexion menée, depuis de longs mois par le groupe de travail sur la réinvention, doit servir de base aux évolutions organisationnelles du mouvement